



jeudi 16 février 2017

Les grands titres:

- Cour pénale internationale : l'ONU se félicite de l'annulation par la Gambie de son retrait du Statut de Rome
- Conflit israélo-palestinien : l'envoyé de l'ONU dénonce les mesures unilatérales qui menacent les efforts de paix
- RDC : l'impasse dans le dialogue risque de saper la volonté politique de l'accord du 31 décembre
- Pakistan : le chef de l'ONU condamne un attentat contre des fidèles dans un sanctuaire soufi
- Syrie : la levée des obstacles à l'acheminement de l'aide est une question de vie ou de mort, selon l'ONU
- Yémen : l'ONU condamne une frappe aérienne meurtrière dans la région de Sanaa
- Ukraine : l'ONU appelle à mettre fin à l'impunité des auteurs de violence sexuelle
- Soudan du Sud : l'ONU préoccupée par le sort de 20.000 personnes déplacées par les combats dans le nord
- Iraq : l'OMS livre des fournitures médicales aux quartiers de Mossoul récemment libérés
- Myanmar : la FAO s'efforce de reconstruire les moyens de subsistance dans l'État de Rakhine

Cour pénale internationale : l'ONU se félicite de l'annulation par la Gambie de son retrait du Statut de Rome



Le siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Photo ONU/Rick Bajornas

16 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a salué jeudi la décision de la Gambie de rester un État partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

Le 25 octobre 2016, le gouvernement gambien avait annoncé son intention de se retirer de la CPI. Le 10 février, la Mission permanente de la République de la Gambie auprès de l'ONU a remis au Secrétaire général une notification de l'annulation par le pays de son retrait de l'instrument fondateur du CPI.

« Au cours des deux dernières décennies, le monde a fait des progrès décisifs vers la mise en place d'un système véritablement international de justice pénale internationale, dont la CPI est l'élément central », a déclaré dans un communiqué le porte-parole adjoint du Secrétaire général.



« La Gambie, comme tant d'autres États africains, a joué un rôle majeur dans les négociations menant à l'adoption du Statut de Rome et figurait parmi ses premiers signataires », a-t-il rappelé.

M. Guterres demeure convaincu que les États parties au Statut de Rome continueront de renforcer la CPI par un dialogue constructif.

La volonté de se retirer de la CPI avait été annoncée l'an dernier par l'ancien Président gambien Yahya Jammeh. Mais suite à sa défaite à l'élection présidentielle, il a cédé le pouvoir à Adama Barrow en janvier 2017.

Conflit israélo-palestinien : l'envoyé de l'ONU dénonce les mesures unilatérales qui menacent les efforts de paix



Le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov (apparaissant sur l'écran), intervient devant le Conseil de sécurité via visioconférence.

Photo ONU/Eskinder Debebe

16 février - Intervenant devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a mis en garde jeudi contre les récents développements qui menacent les efforts pour arriver à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens.

« Bien que les dirigeants des deux côtés conviennent de la nécessité de poursuivre la coordination israélo-palestinienne en matière de sécurité, la colère monte dans la rue et les opinions radicales s'imposent alors que les voix modérées sont de plus en plus attaquées et ignorées », a déclaré M. Mladenov dans un exposé devant les membres du Conseil.

Selon lui, il est crucial ne pas laisser le conflit israélo-palestinien sombrer dans l'extrémisme et le radicalisme qui frappent la région. « Les Palestiniens, les Israéliens et la communauté internationale ont le devoir d'agir de manière responsable, d'éviter une escalade des tensions, de s'abstenir de mesures unilatérales et de travailler ensemble pour maintenir la paix », a-t-il dit.

« Malheureusement, aujourd'hui, les mesures unilatérales ramènent les parties sur la voie du conflit », a-t-il noté.

M. Mladenov a notamment regretté l'adoption le 6 février par le Parlement israélien de la loi de 'régularisation' qui permet l'utilisation de terres privées palestiniennes pour les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée sans le consentement des propriétaires. Il a noté également que le gouvernement israélien a annoncé une expansion significative des colonies.

Le Coordonnateur spécial s'est dit aussi préoccupé par la violence quotidienne et notamment par les attaques de 'loups solitaires' contre des civils israéliens, même si ces attaques ont fortement diminué comparé à 2016.

Nickolay Mladenov a mis en garde contre l'illusion que le conflit peut être 'géré' indéfiniment et que l'absence d'une stratégie claire pour faire avancer la paix est une stratégie en soi.

« Le Rapport du Quatuor pour le Moyen-Orient et les résolutions du Conseil de sécurité ont clairement défini ce qui est nécessaire pour promouvoir une paix durable et juste. La solution à deux États reste le seul moyen de réaliser les aspirations nationales légitimes des deux peuples. Israël peut prendre les mesures nécessaires pour arrêter l'expansion et la construction de colonies afin de préserver cette perspective, tandis que les dirigeants palestiniens peuvent démontrer de leur côté leur engagement à relever les défis de la violence et de l'incitation à la violence. Cela créera un environnement qui facilitera les négociations bilatérales sur le statut final que la communauté internationale peut soutenir », a-t-il ajouté.

« Le chemin vers la paix est semé d'embûches. L'Organisation des Nations Unies demeure résolue dans son engagement à aider les Palestiniens et les Israéliens à surmonter ces défis », a-t-il conclu.

RDC : l'impasse dans le dialogue risque de saper la volonté politique de l'accord du 31 décembre



Un groupe de personnes regroupées à Kinshasa pendant les manifestations qui ont eu lieu en République démocratique du Congo (RDC) les 19 et 20 décembre 2016. Photo: MONUSCO

16 février - Les Nations Unies, l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont exprimé jeudi leur préoccupation croissante concernant l'impasse persistante dans le dialogue entre les parties prenantes politiques en République démocratique du Congo (RDC) sur les modalités de mise en œuvre de l'Accord politique du 31 décembre.

Le 31 décembre 2016, l'opposition et la majorité présidentielle avaient signé à Kinshasa un accord politique sur la tenue d'élections en RDC et des dispositions transitoires menant aux urnes. Cet accord, qui s'appuie sur un autre accord initial signé le 18 octobre entre une partie de l'opposition et la majorité présidentielle, doit assurer une transition gérée de manière pacifique, conforme aux principes démocratiques consacrés dans la Constitution du pays.

Dans un communiqué conjoint, les quatre organisations partenaires font remarquer que six semaines après avoir convenu des modalités de gestion de la période de transition devant conduire à la tenue d'élections paisibles et crédibles en décembre 2017, les parties n'ont toujours pas conclu les discussions sur la mise en œuvre effective de cet Accord. « Cette situation porte en elle le risque de saper la volonté politique qui a permis la signature de l'Accord du 31 décembre », ont-ils prévenu.

Dans ce contexte, les quatre organisations partenaires ont appelé toutes les parties prenantes, « y compris la majorité présidentielle et l'opposition », à redoubler, de bonne foi, les efforts qui sont les leurs aux fins de parachever promptement les pourparlers en cours.

L'ONU, l'UA, l'UE et l'OIF ont souligné la nécessité pour toutes les parties de se mobiliser en appui aux efforts de médiation menés par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO). Ils ont également rappelé que la mise en œuvre intégrale et rapide de l'Accord est « essentielle à la préservation de la légitimité des institutions de transition jusqu'à la tenue des élections ».

Pakistan : le chef de l'ONU condamne un attentat contre des fidèles dans un sanctuaire soufi



Dans la province du Sindh, au Pakistan, une mère essaie de protéger sa fille de quatre ans de la chaleur accablante. Photo PNUD/Hira Hashmey

16 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné jeudi un attentat perpétré contre des fidèles dans un sanctuaire soufi à Sehwan, dans la province du Sindh, au Pakistan, et revendiqué par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), appelé aussi Daech.

« Cet attentat, revendiqué par l'EIIL/Daech, fait suite à un attentat-suicide contre un rassemblement à Lahore lundi, à un attentat suicide contre un complexe gouvernemental dans la région tribale de Mohmand et à une attaque contre une camionnette transportant des juges à Peshawar mercredi », a souligné le porte-parole adjoint du Secrétaire général, Farhan Haq, dans une déclaration à la presse.

M. Guterres a présenté ses condoléances aux familles des victimes et au gouvernement et au peuple du Pakistan. Il a souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a demandé à ce que les auteurs de cet attentat soient traduits en justice rapidement.

« Les Nations Unies appuient le gouvernement du Pakistan dans sa lutte contre le terrorisme dans le plein respect des normes internationales et des droits de l'homme », a ajouté le porte-parole adjoint.

Syrie : la levée des obstacles à l'acheminement de l'aide est une question de vie ou de mort, selon l'ONU



Conseiller de l'Envoyé spécial pour la Syrie, Jan Egeland. Photo ONU/Luca Solari (archives)

16 février - Le Conseiller de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Jan Egeland, a indiqué jeudi que le gouvernement syrien a donné des assurances aux travailleurs humanitaires concernant la levée des obstacles aux livraisons d'aide médicale et de vivres dans l'ensemble du pays déchiré par la guerre.

S'adressant aux journalistes à Genève, M. Egeland, a déclaré qu'il était nécessaire de trouver un accord pour éliminer ce qu'il a qualifié de « bourbier administratif ».

Depuis le début de cette année, les agences humanitaires et leurs partenaires n'ont pas atteint une seule zone assiégée à l'intérieur de la Syrie par voie terrestre. Plus de 600.000 personnes de plus en plus vulnérables, après six ans de guerre, sont actuellement sans aide dans 13 zones assiégées et difficiles à atteindre. Pour le Conseiller, la levée de ces obstacles représente une « question de vie ou de mort » pour beaucoup de personnes.

M. Egeland a décrit l'impossibilité d'acheminer l'aide comme une « énorme déception ». Jusqu'à présent, les livraisons d'aide ont été bloquées au dernier moment. Le gouvernement syrien a depuis garanti que les demandes de livraison de vivres et de fournitures médicales seraient satisfaites.

Ces derniers jours, des « hommes armés » ont assailli plus de deux convois sur trois pour décharger des kits de diarrhée pour les enfants et de maternité pour les femmes enceintes, a déclaré M. Egeland.

« Nous espérons et croyons que cela va changer maintenant. Cela doit changer maintenant. Parce que si nous n'atteignons pas très vite les 'Quatre Villes' (Foah, Kafraya, Madaya et Zabadani), nous reverrons les scènes que nous avons vues quand tout a commencé il y a un an : des gens affamés », a-t-il ajouté.

M. Egeland a déclaré que l'autorisation du passage de convois d'aide vers la localité assiégée d'Al Waer, dans le gouvernorat de Homs, enverrait « un signal très important », alors qu'une série de négociations intra-syriennes devrait débuter la semaine prochaine à Genève.

L'Envoyé de l'ONU pour la Syrie à Moscou

Ce jeudi, l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, s'est entretenu à Moscou avec le Ministre des affaires étrangères, Serguéi Lavrov, le Ministre de la Défense, Sergei Shoigu, et le Vice-ministre des Affaires étrangères, Gennadi Gatilov.

M. de Mistura et les représentants russes ont discuté de la réunion en cours à Astana, de la meilleure façon de contribuer aux préparatifs des négociations de Genève, ainsi que des questions liées à l'accès humanitaire et au déminage en Syrie.

Un porte-parole de l'ONU a confirmé qu'une délégation des Nations Unies, composée de cinq membres, se trouve actuellement à Astana pour apporter son expertise dans les discussions sur la consolidation du régime de cessez-le-feu et les questions connexes.

Yémen : l'ONU condamne une frappe aérienne meurtrière dans la région de Sanaa



Des millions de Yéménites ont besoin d'une assistance humanitaire (archives). Photo OCHA Yémen

16 février - L'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Ismail Ould Cheikh Ahmed, et le Coordonnateur humanitaire dans ce pays, Jamie McGoldrick, ont condamné une frappe aérienne qui a touché un rassemblement funéraire, tuant six femmes et une fillette et blessant au moins 15 autres personnes dans le district d'Arhab, dans le gouvernorat de Sanaa, mercredi.

Ce n'est pas la première fois qu'un rassemblement funéraire est touché par des frappes aériennes, et ce n'est pas la première fois que des femmes et des enfants sont tués dans des locaux civils tels que des hôpitaux, des écoles et des maisons privées, a noté M. McGoldrick.

« Je suis alarmé de voir que ces morts tragiques ont entraîné une escalade des combats, des informations faisant état d'un tir de missile balistique dans la région d'Asir en Arabie saoudite, en représailles. Cet incident survient à un moment de graves souffrances au Yémen où les restrictions imposées aux importations causent une pénurie alimentaire et des hausses de prix qui ont pour effet d'aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans ce pays », a-t-il ajouté.

Ismail Ould Cheikh Ahmed a aussi dénoncé ces attaques aveugles par toutes les parties au conflit dans des zones résidentielles « au mépris des règles du droit humanitaire international ». « Les attaques contre les civils sont injustifiables, quelles que soient les circonstances. Les femmes et les enfants en particulier sont soumis à des souffrances indicibles dans ce conflit brutal. Il faut que cela cesse immédiatement », a-t-il dit.

« J'appelle toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à respecter le caractère sacré de la vie des civils », a-t-il ajouté.

Selon l'Envoyé spécial, les affrontements militaires actuels sur la côte de la mer Rouge aggravent également une situation humanitaire catastrophique. Ils risquent d'entraver les importations, « ce qui pourrait avoir un impact terrible sur la sécurité alimentaire pour de grandes parties de la population ».

« J'exhorte toutes les parties à assurer le libre mouvement des approvisionnements commerciaux et humanitaires, sans lesquels des millions de Yéménites risquent la mort et la famine », a-t-il dit, ajoutant que cette dégradation de la situation humanitaire montre une fois de plus la nécessité de mettre fin à la violence et d'arriver à une solution au conflit grâce à un processus politique.

Le Coordonnateur humanitaire a également noté que l'aéroport de Sanaa restait fermé aux vols commerciaux, « ce qui limite les possibilités pour ceux qui ont besoin de ce service d'accéder à des soins médicaux vitaux et ce qui limite les mouvements à l'intérieur et à l'extérieur du pays ».

« Le peuple du Yémen souffre depuis trop longtemps. La paix est la seule solution qui aidera à mettre fin à la souffrance au Yémen », a dit Jamie McGoldrick, qui a appelé toutes les parties à revenir à la table de négociation.

Ukraine : l'ONU appelle à mettre fin à l'impunité des auteurs de violence sexuelle



Des maisons endommagées par les combats sur la ligne de front en Ukraine. Photo: Daniel Gerstle/IRIN (archives)

16 février - Les survivantes et survivants de violences sexuelles commises dans le contexte du conflit armé en Ukraine se voient souvent refuser la justice et sont privés de soins et de conseils adéquats, ce qui fait qu'ils se retrouvent deux fois victimes, selon un rapport de l'ONU publié jeudi.

Le [rapport](#) de 37 pages de la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations Unies en Ukraine note que le système judiciaire ukrainien n'a pas les lois, la capacité et l'expérience professionnelle nécessaires pour enquêter efficacement et engager des poursuites sur des allégations de violence sexuelle, ce qui entraîne une vaste impunité.

« A quoi bon dire ce qui m'est arrivé? Personne ne sera en mesure d'aider et personne ne sera en mesure de trouver ceux qui l'ont fait. Personne ne les punira », a déclaré une personne ayant survécu à la violence sexuelle et citée dans ce rapport.

Le rapport porte sur la période allant du 14 mars 2014 au 31 janvier 2017 et couvre tout le territoire de l'Ukraine, y compris la République autonome de Crimée, en mettant l'accent sur les régions de l'est, dont certaines sont sous le contrôle de groupes armés.

La majorité des cas documentés de violence sexuelle liée au conflit sont survenus lorsque des personnes, hommes ou femmes, ont été détenues par les forces gouvernementales ou des groupes armés.

Les coups et électrocutions sur les organes génitaux, le viol, les menaces de viol et la nudité forcée ont été utilisés comme méthode de torture et de mauvais traitements pour punir, humilier ou extraire des aveux. Les auteurs de ces sévices ont également menacé de détenir, d'enlever, de violer, de blesser ou de tuer les proches des victimes, en particulier leurs enfants, pour augmenter la pression.

« ... il m'a dit que si je refusais d'écrire, les auteurs feraient venir ma ... fille et me feraient voir comment ils se relaient l'un après l'autre pour la violer. Après cela, j'ai rempli huit pages avec le texte qu'ils m'ont dicté », a déclaré une femme.

Dans le territoire contrôlé par des groupes armés, la violence sexuelle a également été utilisée pour obliger les détenus à remettre des biens ou à faire comme les auteurs l'ont demandé, condition explicite de leur libération. De nombreux postes de contrôle et la présence de forces ukrainiennes et de groupes armés dans les zones habitées ont également augmenté le risque de violence sexuelle contre des civils, principalement des femmes, selon le rapport.

Manque de soutien disponible pour les victimes

La détérioration de la situation économique, en particulier dans les régions touchées par le conflit, combinée à la rupture des liens communautaires causés par le conflit armé et le déplacement, a conduit certaines personnes à utiliser des stratégies de survie néfastes et des mécanismes d'adaptation susceptibles d'accroître le risque de violence sexuelle et de trafic d'êtres humains.

Le rapport souligne également le manque de soutien disponible pour les victimes, en particulier dans les zones de Donetsk et Louhansk contrôlées par les groupes armés. La plupart des services disponibles pour ces personnes sont fournis par des organisations de la société civile par le biais de programmes financés par des bailleurs de fonds, ainsi que par diverses agences des Nations Unies et organisations internationales, et sont disponibles principalement dans les zones urbaines.

Les petites villes et les zones rurales disposent de peu ou pas d'assistance. Les restrictions imposées par les groupes armés entravent la capacité de la société civile et des organisations humanitaires à mener à bien leurs programmes. En outre, il n'existe pas de mécanismes de recours effectifs pour les victimes sur le territoire contrôlé par des groupes armés.

Sur la base des cas documentés, le rapport de l'ONU conclut qu'il n'y a aucun motif de croire que la violence sexuelle soit utilisée à des fins stratégiques ou tactiques. Toutefois, un certain nombre de cas peuvent constituer des actes de torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants, et même pour certains des crimes de guerre.

« L'enquête et la condamnation des auteurs de violences sexuelles sont vitales pour les victimes qui ont droit à la justice et à la réparation. Cela peut également avoir un impact décisif sur la prévention de ces crimes horribles », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

Le rapport contient 29 recommandations spécifiques pour le gouvernement ukrainien, les groupes armés, la Russie, la communauté internationale et les bailleurs de fonds. Ces recommandations décrivent les mesures nécessaires pour prévenir la violence sexuelle, améliorer la riposte et assurer la justice pour les survivants.

Soudan du Sud : l'ONU préoccupée par le sort de 20.000 personnes déplacées par les combats dans le nord



site de protection des civils de l'ONU, à Malakal, au Soudan du Sud. Photo MINUSS/Isaac Billy

16 février - Le Représentant spécial de l'ONU au Soudan du Sud, David Shearer, s'est rendu jeudi à Malakal, la capitale de l'Etat du Nil Supérieur. Dans cette région du nord du pays, la reprise des combats constitue une source de préoccupation majeure pour la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

A l'occasion de sa première visite de terrain depuis sa prise de fonctions à Juba il y a quatre semaines, M. Shearer a qualifié de « vrai problème » le manque d'information concernant la situation d'environ 20.000 personnes déplacées sur la rive ouest du Nil dans le nord du pays.

Selon les informations dont dispose la MINUSS, ces 20.000 personnes ont fui vers Kodok depuis Wau Shilluk, une ville située à 13 kilomètres au nord de la base des Nations Unies à Malakal.

La lutte entre les forces gouvernementales de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et les forces de l'opposition s'est étendue géographiquement sur la rive ouest du Nil au cours de la dernière semaine. Les affrontements qui ne montrent aucun signe de répit ont contraint davantage de personnes à fuir leurs domiciles.

Ce jeudi, les forces de maintien de la paix des Nations Unies ont tenté de mener une patrouille à pied à Wau Shilluk, mais les soldats de l'APLS présents dans la ville les en ont empêché. Une situation qualifiée de « très frustrante » par le chef de l'ONU au Soudan du Sud. « Nous voulons savoir ce qui est arrivé à ces gens », a dit M. Shearer, « et leur fournir de l'aide s'ils en ont besoin ».

La MINUSS a par ailleurs indiqué que les réinstallations de personnes déplacées via Juba vers Malakal n'étaient pas tenables si ces personnes ne recevaient pas également une aide humanitaire à leur arrivée.

La population Shilluk de Malakal a abandonné la ville et 33.000 personnes sont actuellement réfugiées dans le camp administré par la MINUSS.

Iraq : l'OMS livre des fournitures médicales aux quartiers de Mossoul récemment libérés



Dans les faubourgs de Mossoul, en Iraq, l'OMS construit un hôpital avec deux salles d'opération et 48 lits pour accueillir des blessés. Photo OMS

16 février - L'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a acheminé des fournitures médicales à des quartiers de l'est de la ville iraquienne de Mossoul libérés du joug de l'organisation terroriste Etat islamique d'Iraq et du Levant(EIIL), appelée aussi Daech.

Les cliniques de la ville continuent de recevoir un afflux de personnes nécessitant des soins médicaux urgents.

L'OMS a précisé dans un communiqué de presse que les fournitures « appuieront le traitement des patients atteints de maladies infectieuses, de maladies chroniques, de maladies diarrhéiques et de traumatismes et qui ont été privés de soins médicaux ».

Les fournitures médicales acheminées par l'OMS ont été données par le gouvernement norvégien et comprennent des médicaments, des kits de santé d'urgence, chirurgicaux et de traitement des maladies diarrhéiques. Ces fournitures ont été livrées dans les zones de Mossoul récemment reprises où se trouvent seize centres de santé de base, un hôpital et la Direction de la santé (DOH) du gouvernorat de Ninive qui comprend Mossoul.

L'OMS a lancé un appel de 65 millions de dollars pour soutenir les interventions sanitaires dans cette région de l'Iraq jusqu'à la fin de l'année. A ce jour, l'organisation dont le siège est à Genève n'a reçu que 14 millions de dollars.

Myanmar : la FAO s'efforce de reconstruire les moyens de subsistance dans l'État de Rakhine



Des Rohingyas déplacés par la violence en 2012 se tiennent devant leur maison reconstruite dans le village d'In Bar Yi, dans l'État de Rakhine, au Myanmar. Photo [Julia Wallace / IRIN](#)

16 février - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué jeudi avoir fourni une assistance à des milliers de ménages ruraux à travers l'Etat de Rakhine, une région du Myanmar où près de la moitié de la population travaille dans le secteur agricole.

Afin d'éviter l'insécurité alimentaire et d'améliorer l'autosuffisance après deux années d'inondations et de violence intercommunautaire, plus de 26.000 agriculteurs ont reçu environ 200 tonnes de semences de haute qualité et plus de 500 tonnes d'engrais.

« Grâce au financement du gouvernement du Japon, cette assistance distribuée permet d'assurer l'autosuffisance des familles agricoles dans cette région du Myanmar », a

déclaré la Représentante de la FAO au Myanmar, Xiaojie Fan.

Elle s'est toutefois dite inquiète du sort de la population rurale de Rakhine, notamment en raison de sa faible capacité à résister aux chocs et aux crises, ce qui entraîne souvent une dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. Elle a appelé à une action urgente pour soutenir les agriculteurs qui continuent de souffrir de la pauvreté, de la violence intercommunautaire et des effets négatifs des catastrophes naturelles.

Selon le Plan d'action humanitaire de 2017 pour le Myanmar, l'Etat de Rakhine compte environ 260.000 personnes ayant besoin d'une aide alimentaire cette année.

« Il est urgent de poursuivre les interventions dans le domaine de l'agriculture », a déclaré la Coordinatrice principale des urgences de la FAO, Andrea Berloff. « Même de petits investissements dans le secteur agricole peuvent avoir des

répercussions à long terme sur la vie des populations rurales ».

Le projet de la FAO financé par le Japon cible les communautés affectées par les inondations de 2015 et 2016 et les violences interethniques dans cinq cantons de l'État. Les bénéficiaires sélectionnés ont reçu des semences, des outils, des légumes, du bétail (poulets, porcelets ou chèvres), des aliments pour animaux et des vaccins.

Le projet vise à intégrer la résilience dans les activités de subsistance pour s'assurer que les collectivités rurales soient mieux équipées pour faire face aux catastrophes futures. Mis en œuvre dans les États de Rakhine et de Chin, le projet vise un total de 50.000 personnes.

Malgré les progrès considérables réalisés pour atteindre les communautés vulnérables, la FAO a besoin d'un financement supplémentaire de 5,1 millions de dollars qui lui permettra d'atteindre 87.000 agriculteurs supplémentaires menacés par l'insécurité alimentaire.